



SILKAN RT S.A.

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2017

Groupe indépendant d'audit et de conseil

105, av. Raymond Poincaré - CS 81691 - 75116 Paris Cedex 16
Tél : +33 1 45 00 76 00 - Fax : +33 1 45 00 40 10
T.V.A. FR 45 347 496 788

www.gva.fr - info@gva.fr

GVA AUDIT SAS - Société par actions simplifiée de Commissaires aux Comptes inscrite à la Compagnie de Paris au capital de 50 000 €
Siret 347 496 788 00022 - NAF 6920 Z

Membre de UHY International, réseau de cabinets indépendants d'audit et de conseil 

 Membre Indépendant du Groupement Différence

Certifié ISO 9001
Version 2008



SILKAN RT S.A.
Société Anonyme au capital de 779 874 €

20, rue de la Reynie
75004 Paris

RCS PARIS 449 305 044

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2017

Aux actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par les actionnaires, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SILKAN RT S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude relative à la continuité d'exploitation exposée dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Groupe indépendant d'audit et de conseil

105, av. Raymond Poincaré - CS 81691 - 75116 Paris Cedex 16
Tél : +33 1 45 00 76 00 - Fax : +33 1 45 00 40 10
T.V.A. FR 45 347 496 788

www.gva.fr - info@gva.fr

GVA AUDIT SAS - Société par actions simplifiée de Commissaires aux Comptes inscrite à la Compagnie de Paris au capital de 50 000 €
Siret 347 496 788 00022 - NAF 6920 Z

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} Janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur la présentation d'ensemble des comptes ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L. 441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion,

la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 24 septembre 2018

Le Commissaire aux Comptes

GVA Audit



Raymond DIJOLS



SILKAN RT

20 RUE DE LA REYNIE

75004 PARIS

SIRET : 449 305 044 00108

Comptes Annuels

Exercice du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017

APLITEC
4-14 Rue Ferrus - 75014 Paris
Tél : 01.40.40.38.38 Fax : 01.40.40.38.98



Sommaire

COMPTE RENDU DE TRAVAUX _____	2
BILAN ACTIF _____	3
BILAN PASSIF _____	4
COMPTE DE RESULTAT _____	5
ANNEXE _____	7

BILAN ACTIF

Présenté en Euros

	Brut	31/12/2017 Amort Prov	Net	31/12/2016 Net	Variation Net
Capital souscrit non appelé (0)					
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Recherche et développement	4 593 168	1 661 568	2 931 601	1 189 486	1 742 115
Concessions, brevets, droits similaires	585 332	387 999	197 333	299 996	- 102 663
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles				1 723 327	- 1 723 327
Avances et acomptes sur immobilisations					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions				43 493	- 43 493
Installations techniques, matériel, outillage					
Autres immobilisations corporelles				54 148	- 54 148
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations financières					
Participations évaluées selon mise en					
Autres participations	30		30	30	
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	30 829		30 829	30 291	538
TOTAL (I)	5 209 359	2 049 567	3 159 793	3 340 772	- 180 979
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises	361 453	320 618	40 836	126 176	- 85 340
Avances et acomptes versés	1 423		1 423	22 610	- 21 187
Clients et comptes rattachés	50 694		50 694	451 960	- 401 266
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs					
. Personnel	500		500	500	
. Organismes sociaux					
. Etat, impôts sur les bénéfices	209 155		209 155	253 249	- 44 094
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	211 353		211 353	57 591	153 762
. Autres	792 877	612 080	180 797	1 274 009	- 1 093 212
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	141 399		141 399	246 039	- 104 640
Instruments de trésorerie					
Charges constatées d'avance	5 608		5 608	38 930	- 33 322
TOTAL (II)	1 774 463	932 698	841 765	2 471 064	- 1 629 299
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	6 983 822	2 982 264	4 001 558	5 811 836	- 1 810 278



BILAN PASSIF

Présenté en Euros

	31/12/2017	31/12/2016	Variation
CAPITAUX PROPRES			
Capital social ou individuel (dont versé :)	779 874	779 874	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...			
Ecarts de réévaluation			
Réserve légale	45 000	45 000	
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées	121 807	121 807	
Autres réserves	4 824	4 824	
Report à nouveau	-2 093 672	-1 338 327	- 755 345
Résultat de l'exercice	-2 497 780	-755 345	-1 742 435
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	-3 639 948	-1 142 167	-2 497 781
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques	25 000	20 000	5 000
Provisions pour charges			
TOTAL (III)	25 000	20 000	5 000
EMPRUNTS ET DETTES			
Emprunts Obligataires			
. Emprunts obligataires convertibles			
. Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des ets. de crédit			
. Emprunts			
. Découverts, concours bancaires	893	540	353
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers	109 721	342	109 379
. Associés	5 510 735	4 741 983	768 752
Avances et acomptes reçus			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
	546 070	484 755	61 315
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	72 427	140 073	- 67 646
. Organismes sociaux	598 197	157 719	440 478
. Etat, impôts sur les bénéfiques			
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	55 837	86 017	- 30 180
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	5 155		5 155
Dettes sur immobilisations			
Autres dettes			
Instrument de trésorerie		3 501	- 3 501
Produits constatés d'avance	717 470	1 319 074	- 601 604
TOTAL (IV)	7 616 505	6 934 003	682 502
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	4 001 558	5 811 836	-1 810 278



COMPTE DE RESULTAT

Présenté en Euros

	France	Exportations	31/12/2017 Total	31/12/2016 Total	Variation	%
Produits d'exploitation						
Ventes de marchandises						
Production vendue biens	450 143	9 067	459 210	594 791	- 135 581	-22,79
Production vendue services	489 964		489 964	824 823	- 334 859	-40,60
Chiffre d'affaires Net	940 107	9 067	949 174	1 419 615	- 470 441	-33,14
Production stockée						
Production immobilisée			789 709	940 751	- 151 042	-16,06
Subventions d'exploitation reçues			601 604	723 280	- 121 676	-16,82
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			230 628		230 628	N/S
Autres produits			346	20 280	- 19 934	-98,29
			2 571 461	3 103 925	- 532 464	-17,15
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			247 124	211 912	35 212	16,62
Variation de stock (marchandises)			-15 238	91 394	- 106 632	116,67
Achats de matières premières et autres appro.						
Variation de stock matières premières, autres appro.						
Autres achats et charges externes			1 044 452	1 009 800	34 652	3,43
Impôts, taxes et versements assimilés			51 352	58 484	- 7 132	-12,19
Salaires et traitements			960 491	1 167 163	- 206 672	-17,71
Charges sociales			420 269	523 557	- 103 288	-19,73
Dotations aux amortissements sur immobilisations			1 354 898	584 893	770 005	131,65
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant			943 286	220 040	723 246	328,69
Dotations aux provisions pour risques et charges			5 000	20 000	- 15 000	-75,00
Autres charges			18 633	115 467	- 96 834	-83,86
			5 030 267	4 002 710	1 027 557	25,67
RESULTAT EXPLOITATION			-2 458 805	-898 785	-1 560 020	173,57
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée						
Perte supportée ou bénéfice transféré						
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change				49	- 49	-100
Produits nets sur cessions de VMP						
				49	- 49	-100
Charges financières						
Dotations financières aux amortissements et provisions						
Intérêts et charges assimilées			78 333	83 736	- 5 403	-6,45
Différences négatives de change			9	35	- 26	-74,29
Charges nettes sur cessions de VMP						
			78 341	83 771	- 5 430	-6,48
RESULTAT FINANCIER			-78 341	-83 722	5 381	6,43
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT			-2 537 147	-982 507	-1 554 640	158,23



COMPTE DE RESULTAT (suite)

Présenté en Euros

	31/12/2017	31/12/2016	Variation	%
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	46 135	1 124	45 011	N/S
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	23 560		23 560	N/S
Dotations exceptionnelles aux amort. et provisions	77 135		77 135	N/S
	146 829	1 124	145 705	N/S
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-146 829	-1 124	- 145 705	N/S
Participation des salariés				
Impôts sur les bénéfices	-186 196	-228 286	42 090	18,44
Total des Produits	2 571 461	3 103 975	- 532 514	-17,16
Total des charges	5 069 241	3 859 320	1 209 921	31,35
RESULTAT NET	-2 497 780	-755 345	-1 742 435	230,68



ANNEXE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2017 dont le total est de 4 001 557,71 euros et au compte de résultat de l'exercice dégagant un résultat de -2 497 780,19 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016.



Liste des annexes

1.	FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE _____	9
2.	PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES _____	9
3.	NOTES SUR LE BILAN _____	11
4.	NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT _____	14
5.	AUTRES INFORMATIONS _____	15



1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Au regard du principe de continuité d'exploitation et pour faire face aux besoins de trésorerie de la société, le groupe SILKAN prépare une levée de fonds.

Par ailleurs, la maison mère a, d'une façon identique aux exercices antérieurs, continué à financer notre société et ne demandera pas le remboursement de son compte-courant.

Parallèlement, nous avons réduit d'une façon significative nos charges de fonctionnement et avons signé des contrats commerciaux avec des grands comptes.

En conséquence, l'aboutissement de ces actions doit permettre à la société de faire face à ses engagements et d'arrêter les comptes clos au 31/12/2017 dans une perspective de continuité d'exploitation.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1. Principes Généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n° 2016-07 homologué par arrêté du 26 décembre 2016).

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

2.2. Immobilisations incorporelles et corporelles

2.2.1. Immobilisations incorporelles

Les frais de recherche et développement sont immobilisés lorsque ceux-ci correspondent à la création de logiciel et de hardware pour lesquels la commercialisation peut être envisagée raisonnablement. Les immobilisations incorporelles sont donc constituées essentiellement de la R&D correspondant aux hardware et logiciels développés par la société depuis sa création. Les amortissements pour dépréciation sont calculés en linéaire sur 1 an sur les logiciels et en linéaire sur 5 ans sur le hardware.

2.2.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Agencements et aménagements de bureaux	8 ans
Matériel électronique et informatique	3 ans
Mobilier de bureau	10 ans

2.3. Immobilisations financières

Les dépôts et cautionnements versés sont évalués à leur valeur nominale.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée à due concurrence.

2.4. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement et créances assimilées sont évaluées à leur prix d'acquisition, ou à leur valeur de marché si celle-ci est inférieure.

La valeur de marché est déterminée pour les titres cotés, par référence au dernier cours de bourse. Ce calcul s'effectue par ligne des titres, sans compensation entre les plus et moins-values constatées.

2.5. Stocks

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués ont été évalués à leur coût de production. Les charges fixes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous-activité et de stockage.

Les stocks (et en cours) ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Les opérations à long terme ont été évaluées en tenant compte de l'avancement des travaux (et en excluant les frais financiers).

Les pertes potentielles sur les contrats à long terme déficitaires ont été provisionnées pour leur totalité.

2.6. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.
Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.7. Crédit d'impôt recherche

Il a été réalisé au titre de l'année 2017 pour 1 222 257 euros de frais de recherche, donnant lieu à un crédit d'impôt recherche d'un montant de 186 196 euros, après déduction des subventions afférentes.

2.8. CICE

Le CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement, il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile. La comptabilisation a été réalisée en diminution des charges de personnel.

L'impact du CICE au titre de l'exercice écoulé est de : 21 549 €

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du code général des impôts, le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Il n'a ni permis à l'entreprise de financer une hausse de la part des bénéfices distribués, ni d'augmenter les rémunérations des personnes exerçant des fonctions de direction.



3. NOTES SUR LE BILAN

3.1. Etat des immobilisations

	Ouverture	Augmentations		Diminutions		Clôture
		Réévaluation	Acquisitions, cessions, virements poste à poste	Virements de poste à poste	Cessions ou mises hors service	
Frais d'établissement, R&D	4 246 250		2 973 842		2 626 924	4 593 168
Autres immo incorporelles	2 458 898				1 873 566	585 332
Terrains						
Constructions sur sol propre						
Constructions sur sol d'autrui						
Installat° générales, agencts, construct°	57 688				57 688	
Installat° techniques, mat. industriels						
Autres installations, agencements,						
Matériel de transport						
Matériel de bureau, info, mobilier	195 185				195 185	
Avances et acomptes						
TOTAL	252 873				252 873	0
Participations évaluées par équivalence						
Autres participations	30					30
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immo. financières	30 291		538			30 829
TOTAL	30 321		538			30 859
TOTAL GENERAL	6 988 341		2 974 380		4 753 363	5 209 359

3.2. Etat des amortissements

	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Frais d'établissement, R&D	3 056 764	1 231 727	2 626 924	1 661 568
Autres immo incorporelles	435 574	102 663	150 238	387 999
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installat° générales, agencts, construct°	14 195	43 493	57 688	0
Installat° techniques, mat. industriels				
Autres installations, agencements,				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, info, mobilier	141 036	54 148	195 184	0
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	155 232	97 641	252 872	0
TOTAL GENERAL	3 647 569	1 432 031	3 030 034	2 049 567

3.3. Etat des provisions sur éléments d'Actifs

Provisions	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours	220 040	331 206	230 628	320 618
Sur comptes clients				
Autres dépréciations		612 080		612 080
TOTAL Dépréciations	220 040	943 286	230 628	932 698

3.4. Etat des échéances des créances

Etat des créances	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	30 829		30 829
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	50 694	50 694	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	500	500	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices	209 155	209 155	
- T.V.A	211 353	211 353	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés	612 080	612 080	
- Divers			
Groupe et associés	3 972	3 972	
Débiteurs divers	176 825	176 825	
Charges constatées d'avance	5 608	5 608	
TOTAL	1 301 016	1 270 187	30 829
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			



3.5. Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	13 972
Autres créances	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	13 972

3.6. Charges à payer

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	377
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	80 252
Dettes fiscales et sociales	142 496
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL	223 125

3.7. Charges et produits constatés d'avance

Charges et produits constatés d'avance	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	5 608	717 470
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	5 608	717 470

3.8. Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	1 039 832	0.75
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	1 039 832	0.75



3.9. Provisions risques et charges

Provisions	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour litiges				
Pour charges sur congés payés				
Autres provisions	20 000	5 000		25 000
TOTAL Provisions	20 000	5 000		25 000

3.10. Etat des échéances des dettes

Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	Plus d'un an Moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :	893	893		
- à 1 an maximum				
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers	109 721	109 721		
Fournisseurs et comptes rattachés	546 070	546 070		
Personnel et comptes rattachés	72 427	72 427		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	598 197	598 197		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	55 837	55 837		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	5 155	5 155		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	5 510 735	5 510 735		
Autres dettes				
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	717 470	717 470		
TOTAL GENERAL	7 616 505	7 616 505		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	109 379			
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1. Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Production vendue - biens	459 210
Production vendue - services	489 964
TOTAL	949 174



5. **AUTRES INFORMATIONS**

5.1. Effectif moyen

L'effectif moyen au 31 décembre 2017 s'élève à 19 salariés.

